

## **Mutualiser pour agir**

L'animation transversale vise à dépasser la seule confrontation pour mutualiser les expériences et les moyens d'action des équipes. On pourrait presque affirmer qu'elle tente de faire exister une communauté épistémique (Haas, 1992), c'est-à-dire un groupe d'individus dont l'analyse des problèmes et les valeurs associées sont suffisamment similaire pour qu'un agenda commun se mette en place afin d'agir sur une question commune. Mais quelle est cette question ? Une animation transversale est lancée pour mutualiser des expériences suite à une proposition de communiquer aux acteurs européens des politiques agricoles. Cependant, cette animation « échoue » dans ce cas précis à impulser une action collective. Que nous apprend l'analyse de cet « échec » sur les dynamiques organisationnelles au sein du programme ? Sur quels sujets et comment s'organise la mutualisation pour l'action ?

## **Soulever des problèmes « communs » ?**

Le débat sur le lien à l'action publique, à l'origine de l'animation transversale, va participer à identifier des problèmes communs. C'est le coordinateur qui se charge de cadrer le débat et propose de destiner des messages aux acteurs politiques européens ou nationaux :

« On peut se poser la question de comment on peut concrètement y participer, de voir quelles sont les réponses, et ce qui peut aussi nous permettre de définir des objectifs de séminaire qui seraient à tenir avec les responsables de ces politiques, dans l'année ou dans l'année et demi qui vient. Sachant que dans le cadre de la coordination on peut organiser de tels séminaires, et avoir, si possible, un pouvoir sur la stratégie nationale biodiversité ou la réforme de la PAC. »

Ce cadre est discuté collectivement : la pertinence de s'inscrire dans les réflexions portant sur les lois Grenelle ainsi que l'importance du niveau régional seront évoquées. Les participants rappellent à cette occasion la dimension multi-scalaire des questions « biodiversité et agriculture », et la difficulté associée d'être présent sur plusieurs fronts.

Lors de ce débat, les différents membres expliquent leurs difficultés face à la demande d'être en lien avec l'action publique ou dans la mise en œuvre de mesures de gestion, du fait d'une différence de temporalité. Un tel problème semble faire consensus et c'est notamment sur cette question de temporalité que butera la proposition d'un séminaire à destination des décideurs. Suite à plusieurs témoignages quant aux difficultés éprouvées, un membre du conseil scientifique, chercheur en sociologie, les résume par les termes d'urgence et d'incertitude :

« Il y a quand même deux termes qui sont revenus ce matin, et qui à mon avis, sont matière à discussion entre décideurs et scientifiques, parce que les uns les autres sont confrontés aux mêmes termes, aux mêmes problèmes, et sans doute n'y apportent pas les mêmes réponses, ne mobilisent pas les mêmes moyens pour y répondre, c'est la question de l'urgence et c'est la question de l'incertitude. »

Il s'avère que ces notions, discutées lors de l'animation transversale, génèrent des métadiscours : les chercheurs sortent du registre du témoignage et renvoient à des débats au sein de différentes communautés de recherche, en sociologie mais aussi en sciences politiques par exemple. Si les termes d'incertitude et d'urgence ne seront que peu investis par les chercheurs, remettant partiellement en cause cette problématisation, le déphasage des temporalités de la recherche et de l'action publique est un sujet quasi systématiquement évoqué lors des réunions de l'animation transversale avec les équipes. Le manque de recul par rapport aux demandes ciblées des partenaires est ressenti par les chercheurs de plusieurs

projets qui se trouvent dans la situation d'accompagner des acteurs destinataires de l'action publique selon des temporalités qu'ils ne maîtrisent pas :

« Christian : Au début du programme il y avait presque une attente des opérateurs de réponses immédiates. »

ou

« Pierre : L'animatrice du syndicat, quand elle avait su qu'on démarrait l'étude en tous cas elle posait des questions très concrètes sur la connaissance de ces paysages, de leur histoire, (...) ils ont fait une exposition, alors qu'on avait travaillé je crois quinze jours. »

Les chercheurs témoignent alors de leur inconfort mais aussi des stratégies d'ajustement en plusieurs temps : production d'outils puis remise en question du cadrage dominant, ou parfois la production d'outils résulte d'une critique du cadrage. Si les questions d'incertitude peuvent structurer des dispositifs frontières entre décideurs et chercheurs (Shackley et Wynne, 1996), la mise en mot au sein de DIVA peine à aller plus loin qu'une formulation générique sur les problèmes que posent les différences de temporalités. Temporalité, incertitude et urgence ou ajustement de la distance aux interlocuteurs (voire section suivante) sont différentes problématisations qui se rencontrent dans les espaces de discussion de DIVA renvoyant aux possibles discours de théorisation à propos du fonctionnement du programme. Comment qualifier les questionnements des membres du programme ? Quel métadiscours mobiliser ? Les chercheurs en sciences sociales sont-ils des porte-parole privilégiés ?

Désigner des problèmes renvoie à la nature du collectif : quelles sont les identités et solidarités en jeu dans une telle hétérogénéité. Par exemple lorsque les conditions de l'action publique environnementale sont évoquées, l'implication du Ministère de l'Agriculture est remise en cause par un membre du comité d'orientation :

« Alors je vais prendre une anecdote qui me frappe – alors Jacques [représentant du MEDDTL] est à table – mais je trouve que par exemple que, au niveau du Ministère de l'environnement, qu'il n'y ait personne du Ministère de l'Agriculture, je trouve que ça veut dire aussi quelque chose, ça veut dire que peut-être l'administration a peut-être moins les moyens de suivre. »

Les conséquences de rapports de légitimité asymétriques des Ministères de l'agriculture et de l'environnement sont en effet discutées par quelques chercheurs. Jacques, ex-représentant du Ministère de l'Agriculture et représentant du Ministère de l'Ecologie, se sent alors interpellé :

« Je suis très honoré de représenter le Ministère de l'Environnement à cette table, je pense que le collègue de l'agriculture a dû s'absenter mais enfin il était quand même là, il ne faut pas souligner trop son absence. »

Ce fonctionnaire de l'Etat va ici prendre le contre-pied d'une opposition entre acteur de l'environnement et acteur de l'agriculture, et insister davantage sur les proximités professionnelles des représentants des deux Ministères. Son témoignage souligne en effet les arbitrages que le Ministère est amené à faire entre différents acteurs et identifie le manque de connaissances comme problème majeur :

« C'est un domaine où là, j'aimerais avoir quelques certitudes de plus ou quelques connaissances de plus parce qu'on est prêt à être mangé à toutes les sauces. Actuellement on est en train de se battre sur le pourcentage que vont représenter les haies, que vont représenter les éléments du paysage, c'est un discours finalement politique entre les deux organisations professionnelles agricoles et certaines parties des Ministères. On a quand même beaucoup de mal à s'appuyer sur une connaissance scientifique, un peu des conclusions sur lesquelles tout le monde serait à peu près d'accord. Ensuite il m'est très difficile de mettre en place un outil juridique qui sera censé faire appliquer ou vérifier ça. »

Ici, la définition des problèmes est elle-même un enjeu d'alliance ou de remise en cause des rôles de chacun. D'un côté, le réel intérêt du Ministère de l'Agriculture peut être constitué en *problème* et, avec lui, l'implication d'acteurs agricoles qui voient dans les questions environnementales de nouvelles contraintes de production. De l'autre, les connaissances seraient, d'après le fonctionnaire d'Etat, l'élément manquant, le médiateur d'un collectif qui regrouperait « tout le monde », soit les haies, les organisations agricoles, certaines parties des Ministères autour de l'outil juridique adapté. Ainsi, les lectures thématiques ou professionnelles de l'hétérogénéité du programme DIVA rendent difficile l'accord sur des problèmes communs.

A cet égard, les débats permettent de donner une expression à ces différents cadrages du collectif, voire de les redéfinir, c'est-à-dire de réaffirmer des alliances ou de les solliciter. Ainsi, dans une situation ressentie comme urgente, ce responsable de la mission biodiversité au sein d'un parc naturel régional (PNR) exprime un fort besoin de former des alliances par une injonction à plus de communication :

« Notre engagement à DIVA, il était vraiment... Moi ça m'a (...) un premier dialogue enfin entre agriculteurs et écolos (...) et c'est ce que je voudrais retrouver dans le programme de DIVA, régulièrement des réunions et des remontées d'informations auprès des Ministères sur ce que ça donnait. Le programme DIVA c'est un peu ça. Chez nous par exemple c'est vrai qu'il y a une certaine urgence de disparition des milieux, on a encore un peu de tout mais très peu. Il est encore temps d'intervenir ! Et on est toujours dans ce problème de temporalité, entre l'intervention rapide de gestionnaires tels que nous, en termes de parc, on a besoin vite... pas forcément de résultats précis, bien évidemment, mais

d'orientations, et surtout de le faire savoir. (...) Je ne sais pas s'il existe une sorte de newsletter, qui pourrait être envoyée aux Ministères (...). On manque de moyens financiers, on manque de temps, on manque de moyens humains à disposition pour être proche de cette information, et vraiment communiquer dans tous les sens. Aussi bien au niveau des Ministères qu'au niveau local, des scientifiques et des collectivités.»

Si l'engagement dans le programme DIVA est présenté ici comme une possibilité de renouveler le dialogue entre « agriculteurs et écolos », son intervention vise à interpeller les acteurs en présence sur la difficulté dans laquelle se trouve ce gestionnaire.

Interpellation et recherche d'alliances sont articulées car les compétences à agir sont partagées et que les rôles à l'interface science et politique restent flous. Est-ce au chercheur de se rendre disponible pour les gestionnaires ou de proposer des modalités de valorisation de son travail ou est-ce aux gestionnaires de venir au sein de DIVA :

« Thierry Mougey [Fédération des parcs naturels régionaux] : Est-ce qu'on recherche une valorisation des thématiques de recherche des 10 programmes ? Ou est-ce qu'on recherche à valoriser les connaissances des équipes DIVA dans des réflexions greneliennes, PAC etc. Ce n'est pas la même chose. C'est juste pour comprendre comment nous on peut solliciter, mobiliser les chercheurs au bon moment dans les discussions qu'il peut y avoir où on associe des tas d'acteurs autour d'une table etc.

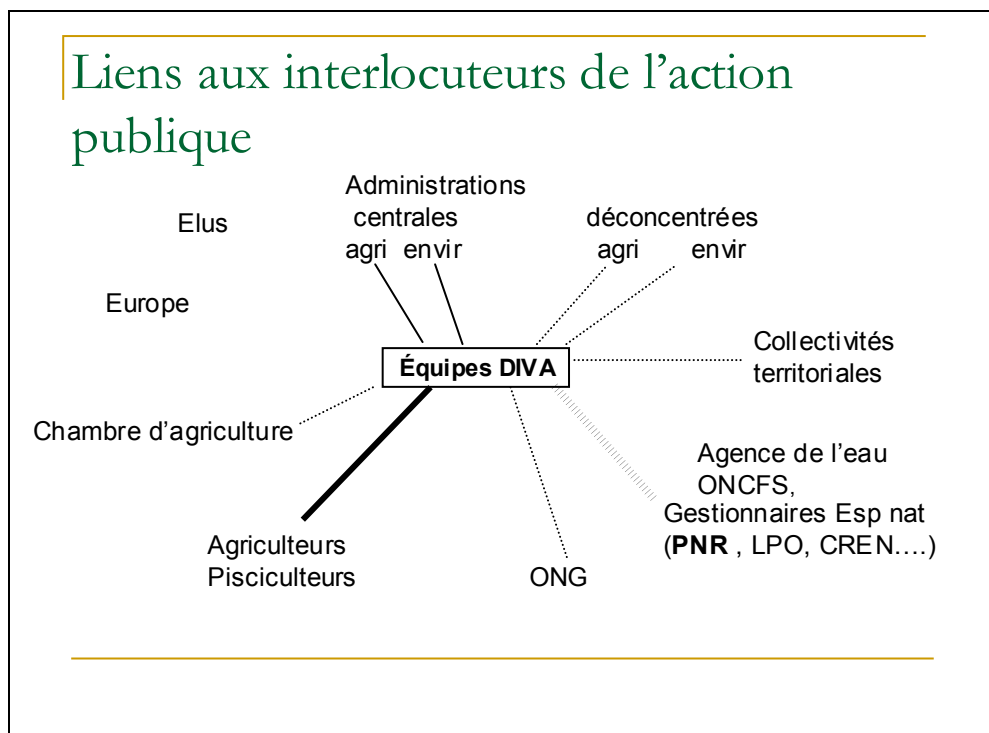
Jacques Baudry (coordinateur du programme) : Non, c'est une bonne question ! Et j'ai moi-même posé la question à la fédération des parcs de savoir comment DIVA 2 pouvait contribuer collectivement, et comment on pourrait mettre en commun ce qui se faisait dans les différents parcs. Et on voit que le problème est difficile parce que, comme dirait Laurent, on a tous constaté dans nos équipes, c'est difficile de mobiliser les gens des parcs pour venir au séminaire. La question est aussi dans l'autre sens parce que je ne pense pas que les chercheurs DIVA n'ont pas non plus un temps infini. »

Les collaborations entre les gestionnaires de parcs naturels et les chercheurs sont réaffirmées et le problème s'énonce en termes de temporalité ou de disponibilité ; néanmoins, l'initiative de l'action reste à définir. Ainsi les interventions des membres du programme témoignent d'un collectif en composition qui, par ses ressources propres, a donné la possibilité à l'animation de se dérouler.

## Faire résonner des expériences : les interlocuteurs de l'action publique

L'animation transversale donne lieu à une mise en perspective des différentes manières dont les chercheurs conçoivent et pratiquent les relations de collaboration avec les interlocuteurs, destinataires et opérateurs de la mise en place des politiques publiques. Sujet de nos restitutions lors du séminaire de Lyon, l'engagement des chercheurs auprès de leurs interlocuteurs est analysé afin de mieux comprendre l'ajustement des distances dans la relation avec ces derniers.

Deux tendances non excluantes peuvent être décrites et donnent lieu au déploiement d'une collection d'expériences : premièrement trouver des alliés, c'est-à-dire faire cause commune avec des acteurs dont les convictions sont proches en termes d'intervention dans l'action publique ; et deuxièmement, se positionner pour infléchir l'action d'autres collectifs d'acteurs sans infléchir sa propre trajectoire. Les interlocuteurs des projets sont principalement les gestionnaires des espaces naturels<sup>121</sup> et notamment les parcs naturels régionaux (PNR), plutôt dans la catégorie des alliés, ainsi que les acteurs agricoles, plutôt du côté des acteurs dont les chercheurs tentent d'infléchir les pratiques (Encadré 4).



Encadré 4. Schéma représentant les interlocuteurs des projets de recherche. Diapositif diffusé lors du séminaire de Lyon en avril 2010, sur les premiers résultats de l'animation transversale.

<sup>121</sup> CREN : Conservatoire régional des espaces naturels ; LPO : Ligue de protection des oiseaux.

L'importance des acteurs intermédiaires a donc été un point central du travail de mutualisation des expériences des chercheurs. Il sera largement discuté avec les membres du programme suite à la restitution au séminaire de Lyon à partir de la description qualitative des différents interlocuteurs des projets (Encadré 4). A cette occasion, certains ont distingué les intermédiaires au niveau des filières, comme la chambre d'agriculture, et les intermédiaires au niveau du territoire tels que les PNR, particulièrement présents dans les projets. En effet, la quasi-totalité des projets impliquent des étudiants dont les mémoires de master et rapports de stage alimentent les résultats du projet. Certains soulignent le récent développement de formations professionnelles (master professionnel) en gestion du paysage qui offrent des interlocuteurs qualifiés aux chercheurs, au sein des collectivités territoriales notamment.

Dans la situation où les chercheurs élaborent des agendas communs avec les acteurs, ces derniers peuvent avoir des rôles très structurants pour le projet. Dans le cas du projet sur les mesures agri-environnementales à obligation de résultats, les PNR (du massif des Bauges, du Vercors et du Haut Jura) sont particulièrement impliqués : en tant qu'opérateurs de la mesure, ils sont accompagnés par les chercheurs pour établir des listes de plantes à fleurs ; mais ils sont actifs dans la dynamique autour de cette mesure avec, par exemple, l'organisation d'un concours de prairies fleuries. Dans ce cas, la fédération des parcs se trouve même à l'origine d'une collaboration entre deux équipes de recherche dont Sylvie nous raconte la genèse :

« On ne se connaissait pas, la fédération et les parcs ont permis de faire ce lien, je pense que c'est important, entre des chercheurs en disant voilà, il y a une équipe de chercheurs ou des équipes de chercheurs qui voudraient bien travailler sur ces questions liées aux MAE, leur évaluation, leur pertinence etc. et puis il y a une autre équipe qui se pose un peu les mêmes questions, et bien marrions-les et voyons ce que l'on peut faire ensemble. »

Le choix des interlocuteurs est particulièrement important pour les chercheurs pour qui la communication scientifique est coûteuse. C'est le cas d'enseignant-chercheurs, de chercheurs dans des instituts privés ou dans des bureaux d'études, comme Franck, pour qui le choix des médias et des interlocuteurs est méticuleusement réfléchi :

« Dans le cadre de la communication scientifique, notamment, on sait qu'on a un impact qui est très limité. Cela dit, là on s'est risqué: il va y avoir de la pub, il va y avoir un article, dans *Le Courrier de l'environnement*, sur le saltus, qui propose un peu nos hypothèses. Pour moi, *Le Courrier de l'environnement* c'est un média de communication qui est vraiment super parce que, je sais plus, c'est 10 000, 15 000 personnes. C'est le truc de l'INRA qui est le plus lu. Et qui a un lectorat extrêmement large. (...) on pourra faire en sorte qu'au maximum, voilà, on ait parlé avec des gens qui pourront se faire relais, qui, quand ils

entendront le mot *saltus*, (...) Dufumier [ingénieur agronome] voilà, par exemple. Dufumier je l'ai vu par hasard, un jour... trois jours après à Montpellier, quand il a fait sa présentation, (...) il a prononcé le mot *saltus*. »

Dans une certaine mesure, les chercheurs vont d'abord se rapprocher d'interlocuteurs susceptibles de se sentir concernés, d'être intéressés du fait de leurs pratiques liées aux sujets de recherche des projets. Les chercheurs procèdent à un choix sélectif privilégiant les journaux à large audience et certains interlocuteurs.

Si les chercheurs et leurs interlocuteurs peuvent avoir un objectif politique commun tel que, par exemple, la mise en place de la trame verte et bleue ; pour d'autres, comme Michel, la relation est d'abord affinitaire :

« La conclusion que j'en ai tirée c'est qu'on ne pouvait travailler dans l'action publique, au sens général, qu'en développant un certain nombre d'affinités avec des gens qui sont un minimum intelligents, un minimum prêts à voir la contradiction de la part de la recherche. Et ce n'est pas tout le monde, notamment au niveau des élus. Et donc il y a des affinités qui se créent, personnelles, avec des élus qui peuvent penser que l'on fait n'importe quoi, qui peuvent penser que l'on se trompe, qui peuvent penser que l'on a tort mais qui, avec qui on va discuter. »

Pour développer ces affinités, les chercheurs se rendent disponibles et ouverts à la communication dans toutes sortes de structures sans présumer *a priori* de leurs intérêts. Ces tentatives prennent beaucoup de temps mais parfois l'une d'entre elles porte ses fruits : « Finalement on arrive à structurer un certain nombre de choses à partir de petits pas comme ça. ». Le choix d'interlocuteurs mobiles est un point de convergence entre les deux tendances évoquées : qu'il s'agisse de potentiels alliés ou de représentants de collectifs aux objectifs divergents, ces interlocuteurs doivent pouvoir circuler dans différents espaces de communication.

La recherche d'interlocuteurs peut également suivre une autre logique où il n'est plus question de chercher des alliés mais bien d'infléchir l'action de professionnels qui n'ont pas les mêmes objectifs. Cela va par exemple être le cas de chercheurs qui travaillent avec des agriculteurs (ce qui est le cas sur la moitié des projets) dont ils cherchent potentiellement à modifier les pratiques. Les collaborations sont souvent soumises à des jeux d'acteurs où l'actualité de la profession est capitale (renouvellement du cahier des charges, initiative de mise en place de coopérative de production, concurrence entre différents producteurs etc.). La question de la biodiversité, souvent marginale pour ces interlocuteurs, peut être articulée à une aide à la production ou, dans le cas exposé par Charlotte, à une forme d'animation :



« On savait bien qu'on allait mettre les pieds sur un terrain où ces questions de la biodiversité n'auraient pas une très grande légitimité au début, et on avait cet outil développé par Séverine avec vraiment une vocation de sensibilisation des acteurs. Donc on savait que nos interventions sur le terrain, elles allaient produire quelque chose. Donc l'idée c'était quand même de caler nos dispositifs de recherche en tenant compte de cette dimension-là. Et puis on avait, dans le programme de recherche, proposé un certain nombre d'actions en recherche-action (qui étaient au-delà des restitutions individuelles qui sont faites auprès de chaque agriculteur à propos des diagnostics de biodiversité qui sont faits sur chacune de leurs parcelles), d'essayer d'avoir des animations collectives. »

Proposer un diagnostic de biodiversité sur une parcelle ou un étang, donner des résultats pour améliorer la productivité ou encore produire un outil d'évaluation accessible sont des pratiques par lesquelles les chercheurs interpellent les agriculteurs. Certains évoquent à cet égard leur volonté d'aller plus loin.

Cependant les chercheurs nous font part de multiples situations où projets sur lesquels ils travaillent et les résultats qu'ils produisent ne sont pas pris en compte, notamment à des niveaux décisionnaires tels que l'Europe. C'est le cas de Sébastien, directeur de recherche en écologie qui décrit ces essais d'influence des politiques publiques comme un échec :

« Je suis sur presque quinze ans d'échec, là-dessus. Si ce n'est par des relations personnelles, parce qu'effectivement comme tu le dis les personnes à la DIREN ça fait quinze ans que je les connais donc ils ont pris le réflexe pour certains dossiers de me demander. (...) Au niveau européen, enfin c'est quand même là que se décident toutes ces choses ! Là je n'ai même pas idée du nombre des interlocuteurs, de l'organisation comment ça se passe au niveau européen, je n'en ai aucune idée. Je pense que ce n'est même pas la peine d'aller contacter directement ces gens-là, ça ne passe pas par ces canaux. »

Ce chercheur témoigne d'un grand intérêt pour la problématique du lien à l'action publique ; d'ailleurs, un volet d'un projet ANR auquel il participe porte justement sur ce constat d'échec ressenti par plusieurs chercheurs et donne lieu à une description sociologique des relations de ces chercheurs à différents interlocuteurs.

La stratégie de Sébastien est alors de faire en sorte d'être invité par les professionnels à qui il destine ses résultats :

« A chaque fois que l'on a fait des réunions, que ce soit pour les outardes ou d'autres trucs sur les prairies en invitant le Ministère de l'Agriculture, soit ils ne viennent pas, soit ils n'envoient pas les personnes cruciales. Moi, ce que je fais c'est que chaque année je fais mon courrier à la DRAAF<sup>122</sup> en leur proposant de faire un exposé à la DRAAF. C'est mon

---

<sup>122</sup> Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

lobbying local. (...) Les quelques fois où j'ai pu entrer, ça a changé complètement la donne. J'ai plusieurs exemples qui me sont arrivés les quinze dernières années, parce que généralement quand on se pointe avec des tas de résultats de recherche sur des problématiques qui quelque part les concernent, voire les empoisonnent, ça les intéresse quand même. »

Dans cette même logique, le partenariat au projet est conçu pour impliquer et sensibiliser des acteurs qui ne le sont pas auparavant. Par exemple, Sébastien n'inscrit pas la Ligue de Protection des Oiseaux comme partenaire alors qu'il les fréquente sur le terrain et travaille avec eux. Par contre, sa tentative d'associer le Conservatoire Régional des Espaces Naturels se matérialise par leur présence en tant que partenaire au début du projet.

Le travail régulier avec des agriculteurs (pisciculteurs, viticulteurs, éleveurs etc.) vers un objectif de production génère parfois un besoin de prise de recul, une distanciation. Pierre et son équipe témoignent des difficultés vis-à-vis du projet d'un syndicat viticole :

« On a ressenti un besoin fort de monter ce projet DIVA pour nous permettre de prendre du recul et de conserver un regard critique, constructif, sur ce projet. »

Le projet DIVA constitue, à ce titre, un espace de liberté où les chercheurs peuvent, indépendamment des agriculteurs, formuler leurs propres questions et reformuler celles de leurs interlocuteurs<sup>123</sup>. Être dans une posture d'accompagnement présente pour les chercheurs un risque formulé en termes d'enrôlement ou d'instrumentalisation. Là où les chercheurs souhaiteraient infléchir les pratiques des acteurs, ils se retrouvent parfois eux-mêmes à infléchir leurs trajectoires de recherche.

Si plusieurs équipes (celle de Pierre, de Marie ou de Florence) articulent plusieurs dispositifs de financement offrant différentes temporalités et espaces de discussion, l'équipe de Sylvie s'organise selon une répartition des rôles dans le projet. Être force de proposition dans la définition d'indicateurs et décrire leurs réceptions et mises en œuvre, sont deux postures conciliables à l'aide de différentes compétences, au sein des volets du projet. Ainsi, pour Patrick, la démarcation entre différents modes d'engagement se fait au sein même du projet :

« Il y a deux types de chercheurs, peut-être plus même, il y a ceux qui dès le début ont été très partie prenante avec les acteurs qui ont fait la mesure, qui ont même été plus que partie prenante avec les acteurs, qui ont construit la mesure, c'est-à-dire qu'ils sont allés en voyage en Allemagne, etc., et il y a les autres. Bon, je ne suis pas sûr qu'à l'intérieur du programme (...), on voit tous les choses de la même façon. »

---

<sup>123</sup> Un chercheur pointe que ce moment de reformulation risque de marquer un décrochage entre la question du gestionnaire et du chercheur qui peut être évité par une explicitation de ces actions.

Différentes stratégies d'engagement sont repérables : la seule distinction entre accompagnement et lobby ou interpellation ne saurait en rendre compte. Il faudrait également mettre ces stratégies en lien avec les dispositifs étudiés, l'histoire locale de l'équipe, les stratégies de financement, la spécificité perçue de DIVA etc.

C'est autour du lien des chercheurs aux interlocuteurs que l'animation transversale fait dialoguer les projets (Emprin et Cattan, 2011) et que se constitue pour les membres une possible mémoire des expériences et pratiques de chacun. Cependant, la mutualisation des expériences reste en cours puisque le déploiement et la réécriture des résultats de l'animation a pris une nouvelle temporalité, celle de mon propre travail de doctorat.

### **Une capitalisation plus ou moins évanescence : publications, photographies et souvenirs**

Les résultats des projets de DIVA 2, comme ceux de DIVA 1, sont réunis dans un fascicule distribué lors du colloque de restitution. La capitalisation se fait alors selon le modèle des séminaires, celui de contribution par projet. Les discussions et les mises en relation sont capitalisées par l'intervention des coordinateurs scientifiques et administratifs, Jacques Baudry et Marion Bardy pour le Ministère de l'Ecologie, ainsi que par Aline Cattan et moi-même via le compte-rendu de l'animation transversale. Une petite contribution préparée par Jacques Baudry et cosignée par Alain Peeters, le président de la commission scientifique, Marion Bardy, Aline Cattan et moi-même pour le colloque « Ecologisation des politiques publiques », co-organisé par DIVA, vise également à apporter un point de vue transversal sur le programme, ses évolutions et son fonctionnement (Baudry et al., 2011). Outre les fascicules, l'optique d'un ouvrage collectif à destination des « acteurs de la gestion de la biodiversité en milieu rural » est portée par le coordinateur ; un tel ouvrage regroupera sous forme d'études de cas des travaux sur les différents paysages représentés dans DIVA, ainsi que quelques points transversaux comme l'évolution des politiques agricoles ou les relations des chercheurs aux gestionnaires. Le site Internet de DIVA<sup>124</sup> est également le lieu d'une capitalisation des connaissances qui s'organisent par édition : DIVA1, DIVA2, DIVA3 pour lesquels sont accessibles appels à proposition de recherche, synthèses des projets et autres publications. Les publications représentent alors la principale forme de capitalisation des

---

<sup>124</sup> <http://www.rennes.inra.fr/diva>

connaissances concernant le programme mais elles concernent surtout les résultats de chaque projet.

Une capitalisation prend également forme à travers les nombreuses photographies utilisées par le coordinateur dans ses présentations PowerPoint pour rendre compte du programme. C'est le cas au sein du fascicule de DIVA 1 où les photographies de paysages des sorties terrain sont particulièrement présentes, ainsi que dans « Raconter le paysage de la recherche » (Mougenot, 2011), publication de l'animation transversale de DIVA 1. Les membres du programme semblent avoir une pratique importante à cet égard comme en témoigne la pratique de la photographie de Franck, Marie ou Jacques Baudry auprès de qui je récupère quelques photographies. En effet, des formes de capitalisation produite par des individus sont plus difficiles à mettre en évidence : il semble néanmoins que les photographies et la mise en série des séminaires, dont les souvenirs sont associés à des sorties terrain, constituent des formes plus évanescentes de capitalisation des apports de DIVA.

Les séminaires et colloques sont associés, dans la mémoire des participants, aux milieux où se déroule la sortie de terrain. C'est en tous cas selon cette catégorisation que les séminaires sont évoqués par deux chercheurs et Aline Cattan lorsque l'atmosphère sympathique du programme est évoquée par les chercheurs :

« James : Ces sorties de terrains aussi à chaque fois on se retrouve tous avec des bottes de caoutchouc, des imperméables, c'est délire quoi !

Aline : Il y a eu aussi des lunettes de soleil parfois... à Auxois il a fait très beau.

James : A Auxois ? Ah oui ! C'est vrai à Auxois, on était en altitude !

Aline : Non c'est juste pour ne pas décourager Clémence.

James: Mais Montpellier et le Larzac ce n'était pas... et même Chizé.

Aline : (Rire) Non Chizé c'était pas mal il faisait beau mais c'est surtout là où la sortie a été écourtée, quand on était chez Pain dans le val de Loire à Fontevraud.

James : Oh la la ! Oui, oui ça c'était grandiose ! Ah oui, oui c'était des cordes !!! (Rire).

Oriane : Ah oui... dans les vignes ! (Rire). »

La référence aux sorties terrain semble très importante pour les membres du programme et incarne le temps fort du séminaire. D'ailleurs la continuité du programme est marquée par la mise en série des écosystèmes visités, telle que l'énonce Nicolas avant la sortie dans la Dombes :

« J'espère qu'on peut faire demain, une sortie sans pluie, arrêter avec la

tradition qu'on a eu les dernières fois, dans les derniers séminaires DIVA. On a 50% de chances qu'il n'y en ait pas. »

En plus d'une stratégie de publication visant à capitaliser l'apport des différents projets et éditions DIVA, des formes singulières de capitalisation et de synthèse des expériences existent donc pour les membres du programme.

## **Le programme comme ressource**

Bien que des propositions aient été formulées lors du séminaire de Lyon, l'animation transversale n'a été suivie d'aucun événement fédérateur, hormis le traditionnel colloque de restitution. Parmi ces propositions figuraient des modalités d'organisation et d'animation des séminaires : implication des gestionnaires dans la restitution des résultats, tenue de débats internes sur des options de gestion de la biodiversité, organisation des séminaires DIVA ou participation à des séminaires existants etc. Si ces propositions ont été discutées aucune n'a fait l'œuvre d'une démarche concrète. D'autres propositions concernaient des formes de publication collective : revue, site Internet ou encore des formations en ligne.

Cette dernière proposition a retenu l'attention de plusieurs chercheurs qui, en tant qu'enseignants-chercheurs, se sont prononcés sur l'intérêt d'une mutualisation des connaissances pour la production de cours. C'est par exemple le cas de Marie, enseignante-chercheuse en écologie :

« Il y a plein de choses de tous les autres programmes qui seraient extrêmement pertinentes à pouvoir utiliser. Pour le coup, là, on se sent nettement moins pertinent d'aller vous piquer votre écu, et puis surtout on ne saurait pas en parler. Et je pense que vis-à-vis des étudiants que l'on forme, niveau supérieur, il y aurait quelque chose qui serait de l'ordre de l'e-formation, ou de cours, de contenus de cours tout fait, reposant sur les programmes que vous avez, qui seraient d'une extrême pertinence. Soit en tant que cours, simple pour tout le monde, soit en tant que support de travail pour donner des devoirs, de quoi manger à nos étudiants, et de quoi poursuivre les réflexions. »

Une réponse collective à un appel d'offre sera évoquée sans suite pratique. Une telle initiative pourrait se rapprocher d'une mise en œuvre d'un agenda commun du côté de chercheurs n'ayant pas de collaborations préexistantes, mais il semble plutôt qu'elle soit dirigée vers un enrichissement de l'environnement local des enseignants-chercheurs. La pratique de mutualisation des connaissances évoquée ici est au service de la pratique individuelle, celle de l'enseignement d'une discipline scientifique, et pourrait constituer une ressource pour les membres enseignants.

Les différents professionnels ne mettent pas en place un agenda commun sur une problématique en particulier. D'ailleurs, sur les 80 manifestations sur les questions Agriculture, biodiversité et action publique citées par les participants du colloque de restitution comme le dernier événement suivi (questionnaire, voire partie III), seul 6 d'entre eux se recoupent dont seulement 2 plus d'une fois. Ces événements sont des colloques, conférences, réunions, festivals, journées d'étude etc. aussi bien nationaux que régionaux qui traduisent la diversité des manifestations de ce domaine. Néanmoins, le colloque « Ecologisation des politiques publiques et des pratiques agricoles », organisé par Ecodéveloppement de l'INRA d'Avignon en mars 2011, a été un événement particulièrement suivi par les membres du programme DIVA, pendant lequel une forte proportion de chercheurs a communiqué à propos des résultats de leur projet DIVA.

L'espace du programme offre par contre des opportunités à des prises de contacts individuelles ou à l'échelle d'un projet. Une telle affirmation ne peut être argumentée rigoureusement ici puisqu'elle appelle une analyse diachronique des prises de contacts et types d'action auxquelles elles donnent lieu<sup>125</sup>. Je m'en tiendrai à quelques exemples de recours effectifs à des professionnels rencontrés au sein de DIVA et à d'autres témoignant des attentes à cet égard.

Membre du conseil d'orientation en tant que représentante du Ministère de l'Ecologie, Aline Cattan m'accorde un entretien lors du séminaire de la Bourboule, avant la mise en place de l'animation transversale, et témoigne de son intérêt pour les recherches scientifiques dans une optique de mobilisations pratiques :

« ça me permet à la fois de situer les différents types de recherches et les différents types de travaux. Dans quelles perspectives ils sont faits parce que je pense que pour la mobilisation d'expertise sur laquelle je m'appuyais pas mal dans mon activité professionnelle au Ministère, c'est important de savoir dans quelles perspectives travaillent les différents chercheurs, si tu veux. (...)

- Et ça t'es arrivé... ?

Aline : De mobiliser des expertises de DIVA ? Oui pour des négociations, on était en négociations sur le cahier des charges des mesures agri-environnementales avec le Ministère de l'Agriculture par exemple, et on avait l'impression... Certains éléments du cahier des charges ça pouvait coller, et tels autres, ça n'irait pas. On ne sait pas répondre systématiquement et ce qui compte c'est de savoir si effectivement ça va convenir à différents sites, donc hop tu passes quelques coups de fil, interrogues par mail quelques chercheurs. Souvent

---

<sup>125</sup> Ceci constitue d'ailleurs une perspective de mon travail.

pour les oiseaux de plaine, l'équipe de Bretonnole... »

Ici l'interconnaissance<sup>126</sup> entre les équipes et les membres du comité d'orientation constitue le fondement d'une mobilisation ponctuelle plus ou moins formelle pour donner un avis ou une expertise. Les mobilisations de travaux de recherche passent également par l'intermédiaire de Thierry Mougey impliqué dans le comité d'orientation pour la fédération des parcs naturels régionaux de France (FPNRF) ainsi que dans un des projets de DIVA. Très présent dans les séminaires du programme, Thierry Mougey fait une restitution de l'ensemble des travaux lors du colloque final à Rennes, ce qui témoigne d'une appropriation relativement poussée des travaux. Par ailleurs, il participe à de nombreuses instances et réseaux dans lesquels il peut être amené à solliciter les équipes DIVA ou à mobiliser les résultats de recherche. Par exemple, une équipe DIVA, avec une faible visibilité scientifique du fait de sa jeunesse, se trouve sollicitée pour un travail sur les Indicateurs Géographiques de Provenance mené par l'UICN (Union internationale pour la Conservation de la Nature) et la FPNRF.

Enfin, la mobilisation de la « communauté DIVA », telle qu'un chercheur la nomme dans un mail collectif, peut être mobilisée sur d'autres thématiques. Plusieurs membres utilisent la liste de diffusion du programme pour diverses informations concernant des manifestations scientifiques voire des activités militantes. C'est par exemple le cas d'un communiqué de presse de la Confédération Paysanne et du Réseau Semence Paysannes sur le traité de la FAO<sup>127</sup> sur les semences.

Par ailleurs, le questionnaire diffusé lors du colloque de restitution à Rennes (détail partie III) permet d'affirmer que certains participants ont des attentes relativement précises. Le colloque, selon la réponse des participants au questionnaire, permet principalement : « d'échanger avec d'autres professionnels », « d'accéder à de nouveaux savoirs », « de s'informer sur les politiques publiques » et « de faire des rencontres professionnelles dans un cadre convivial ». Les attentes des participants prennent différentes expressions, génériques ou particulières, en fonction de leur propre relation à la problématique. Certains cherchent par exemple des ressources dans le colloque pour redéfinir leur propre action professionnelle vis-à-vis d'une thématique :

« Aider à définir plus précisément le rôle de la DDT<sup>128</sup> en faveur de la biodiversité. » (Cadre de la fonction publique déconcentrée)

---

<sup>126</sup> En effet, Sébastien évoque également Aline Cattan comme une de ses rares interlocutrices au MEDDTL

<sup>127</sup> Food and Agriculture Organisation : organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

<sup>128</sup> Direction départementale des territoires.

Les formulations très génériques rappellent ainsi les énoncés auxquels doivent répondre ces professionnels :

« Comment prendre en compte la biodiversité dans la mise en œuvre de la politique agricole outre-mer? » (Cadre de la fonction publique déconcentrée)

Ou :

« Des réponses/pistes éventuelles pour ma problématique de stage (institution de la biodiversité et nouvelles professionnalités des chercheurs). » (Etudiante)

Ces attentes peuvent s'exprimer vis-à-vis d'échéances spécifiques d'une production universitaire ou professionnelle :

« Apprentissage des concepts nouveaux en vue d'une mise en œuvre au sein d'un prochain plan régional de l'agriculture et d'un prochain programme d'aide PAC<sup>129</sup>/feader » (Cadre de la fonction publique déconcentrée)

Ainsi, en fonction de leurs attentes, les participants écoutent et prennent éventuellement contact avec les chercheurs. S'il est difficile de comprendre l'effet de ces pratiques sans recul temporel, on peut remarquer que la question de l'interconnaissance est évoquée par de nombreux participants. Le programme constitue pour ses membres une ressource relationnelle dont la mobilisation semble prendre différentes modalités, de l'expertise spontanée à l'inspiration pédagogique en passant par la cooptation dans différents réseaux.

## **Une prise en charge individualisée du collectif**

La tâche de représenter DIVA incombe particulièrement à Jacques Baudry, animateur scientifique du programme, d'autant que le poste de chargé de mission recherche lié à DIVA, bien qu'assuré par défaut par Marion Bardy, est resté vacant toute la durée de DIVA2, jusqu'au colloque de restitution lors duquel Lisa Durand a été présentée aux membres du programme. DIVA est également incarné par le président du conseil scientifique du programme, Alain Peeters, ou la présidente du conseil d'orientation, Claire Hubert, chef de département du service de la recherche du MEDDTL, néanmoins tous deux ne seront pas présents à tous les séminaires.

Certains membres du programme sont particulièrement soucieux du « faire collectif », ces derniers peuvent alors rappeler l'histoire du collectif ou les obstacles que ce dernier vise à

---

<sup>129</sup> Politique agricole commune



surmonter. Ce sont eux qui formulent les problèmes, définissent le cadre de l'action et proposent des modalités d'action. Xavier Poux, co-rédacteur du rapport fondateur du programme, membre du conseil scientifique et coordinateur d'un projet, est porteur de ce type de discours collectif. Par exemple, lors du débat de la Bourboule sur le lien à l'action publique, son intervention est construite de la sorte : historicisation du débat au sein du collectif, proposition d'ériger la question de l'évaluation comme cadre général dans lequel se positionner, description des principaux obstacles (rapport de légitimité entre administrations environnementales et agricoles, manque de moyens financiers et humains, effets d'affichage) et proposition d'un message collectif :

« Je crois que c'est déjà un message qu'on peut essayer de faire porter, parce que c'est vrai qu'il y a quand même un discours ambiant qui dit que les mesures agri-environnementales, finalement, ce n'est pas la peine de mettre trop d'argent dessus puisque vous dites que ça ne sert à rien. On va trouver d'autres outils, la conditionnalité, des trames, des machins qui ont tous pour caractéristique de ne rien coûter et sans doute de ne pas être très très efficace, en tous cas très très indirects. »

Les propositions de messages et d'actions collectives sont en effet énoncées par un faible nombre de membres du programme. Parallèlement, l'étude de la prise en charge énonciative lors de l'animation transversale met en évidence la prééminence de l'unité du projet sur celle du programme :

« Aline : Non, attends, tu dis programme là...

Sylvie : De nous.

(...)

Sylvie : On parle de nous, on ne parle que de nous. (Rires)

Christian : (Rires) Il y a d'autres programmes dans DIVA ? Il y a d'autres projets ?

Sylvie : Oui, il y a d'autres projets dans DIVA ? »

Sur le ton de la blague, les chercheurs nous signifient combien le « nous » du projet prime ; en effet, nous avons vu combien la relation aux partenaires voire aux chercheurs de différentes disciplines constituait un enjeu pour les équipes. Ainsi, certains expriment leur faible engagement dans DIVA dont ils n'ont pu suivre les séminaires, ou encore leur scepticisme sur les ambitions du programme :

« Aline : Alors est-ce qu'il y a des spécificités du programme DIVA par rapport à ces questions liées à l'action publique ?

Michel : Je ne sais pas. Alors le programme DIVA a des spécificités, je ne sais pas. Il a des spécificités intrinsèques, ce qu'est le programme DIVA, heu... le programme DIVA c'est un programme qui est dans le sérail puisque c'est Jacques Baudry, on se connaît, on parle d'agriculture, donc à l'INRA on n'est pas désorienté. Il est proche de ce que l'on fait, et

donc c'est agréable. Maintenant je te réponds honnêtement, je ne cherche pas du tout à être polémiste, mais au sens des donneurs d'ordres institutionnels je ne sais pas. »

En effet, l'engagement dans le collectif est à mettre en lien avec sa potentielle spécificité et l'adhésion des membres à ces objectifs. Or, nous avons vu que s'il est mis en parallèle avec d'autres dispositifs de financement et de production des connaissances, le programme DIVA n'était pas toujours identifié comme un espace singulier. La prise de parole au nom du programme DIVA n'est pas spontanée et apparaît davantage de manière conditionnelle ou interrogative :

« Charlotte : ce sont des espaces en tous cas qui sont assez importants pour nous, dans lesquels il faudra qu'on se fasse entendre. Alors est-ce que c'est se faire entendre au nom de DIVA ou au nom simplement de ce programme de recherche, ça pose une certaine question. Mais en tout cas il y a des espaces de dialogues locaux qui vont s'ouvrir et qui sont en train de s'ouvrir et comment est-ce qu'on y participera, avec quelle casquette etc. Et il me semble que ça, ça devrait quand même être pensé aussi au sein du programme, comment ça peut s'articuler avec des rendus et un travail plus sur les résultats de DIVA dans l'action publique, porté à une échelle peut-être nationale qui sont les attendus du programme de recherche. »

Finalement, au cours des entretiens, c'est principalement Aline Cattan qui s'exprime au nom du programme. Elle le fait pour restituer le contexte de l'animation transversale, pour donner un exemple de mobilisation collective ultérieure ou encore pour discuter des potentielles actions collectives :

« Il faut voir que les choses ne sont jamais bouclées, des réformes de la PAC<sup>130</sup> il y en a tous les deux ans donc tout va bien, ça nous laisse toujours une possibilité de ne pas rater le seul et unique train, mais c'est vrai qu'attendre 2011 si on est dans une perspective de valorisation enfin en tous cas il y a quelques messages, peut-être pas tous, tous n'ont pas la même urgence. »

Au cours de discussions sur les propositions et choix stratégiques à mettre en œuvre, les chercheurs sont invités à dialoguer avec elle, esquissant ainsi une prise en charge du collectif et de ses modalités d'action. L'énonciation au nom du collectif demande une compétence nationale dont est détentrice Aline : elle peut ainsi prendre en charge les objectifs du programme, ce qu'elle a sûrement fait auparavant en tant que membre du comité d'orientation.

---

<sup>130</sup> Politique agricole commune.

Outre les chercheurs pour qui le programme est un dispositif spécifique (infra), Xavier Poux, Jacques Baudry, Aline Cattan ou Thierry Mougey sont quatre membres particulièrement actifs et incarnent par leur prise de parole un discours collectif du programme. Tous quatre ont des statuts multiples entre membre d'une équipe, membre du conseil scientifique, coordinateur scientifique, membre du comité d'orientation et animatrice de l'action transversale. Ces individus ont également des parcours hybrides entre recherche, bureau d'étude, administration d'Etat et parcs naturels régionaux. Ainsi, la fréquentation d'espaces et de professionnels hétérogènes semblent être une dimension importante de leurs intérêts pour les questions à l'articulation des domaines environnementaux et agricoles qui se situent entre des enjeux scientifiques et politiques. L'importance de profils hybrides dans la constitution d'instances pour la rationalisation économique la biodiversité a d'ailleurs été mise en évidence (Daccache, 2011b). Si l'hybridité des thèmes autour de la biodiversité constitue une difficulté, il en va de même avec le faible investissement dans le faire collectif. La tentative limitée à quelques individus de faire vivre le collectif n'est pas propre au programme DIVA, Zarama et Vinck (2011) décrivent le déménagement d'un laboratoire de recherche en micro et nanotechnologies lors duquel les espaces collectifs, coin café et plateformes technologiques, sont laissés pour compte au profit d'une « appropriation fortement individualisée de l'espace » (p77).

Le programme DIVA ne constitue pas une communauté homogène, l'hétérogénéité des valeurs et objectifs, déjà évoquée s'exprime également dans la définition de ce qui fait problème commun. Si la question de la temporalité est discutée lors d'un débat, la responsabilité des différents acteurs (agents du Ministère, chercheurs, gestionnaires) et leurs engagements sont décrits différemment par les participants ; par exemple le manque d'engagement du Ministère de l'Agriculture est prégnant pour certains là où un manque de connaissances prime pour d'autres. Le collectif se dote néanmoins d'un outil spécifique, l'animation transversale, pour faire résonner les expériences des différentes équipes. Cette dernière fait dialoguer les membres autour des relations que les chercheurs entretiennent avec leurs différents interlocuteurs au travers de stratégies d'intéressement, d'accompagnement, ou d'interpellation mais aussi les modalités permettant de conserver une autonomie vis-à-vis d'objectifs économiques ou partisans. La capitalisation de ces expériences va prendre la forme de publications, principalement par projet. Pour les membres, des formes plus diverses, liées à une photographie ou à l'évocation d'un paysage, les attachent plus ou moins à DIVA. Le programme semble finalement fonctionner comme une ressource à partir de laquelle se

nourrissent des expertises, des éléments pédagogiques ou des réseaux, ceci de manière singulière sans que ses usages n'aient été anticipés ou organisés. De fait, cette organisation et la prise en charge du fonctionnement collectif sont portées par une poignée d'individus très actifs dont le profil hybride les rend capables de manier l'hétérogénéité en jeu.

## Conclusion du Chapitre IV

Ce chapitre met en évidence les difficultés et l'inertie d'une quasi-organisation, comme le programme DIVA, à mettre effectivement en place des actions collectives, là où existe une grande hétérogénéité. Cette dernière porte sur les choix complexes qu'effectue chaque équipe à propos de la délimitation de son sujet, de ses partenaires et de sa problématique. Cette tentative de transversalité et cette volonté de passage à l'action a été analysée selon deux étapes :

- La mise en place de modalités d'échanges plus ou moins originales et plus ou moins explicites telles que l'animation transversale, les séminaires, les débats, les sorties terrain etc.
- Une mutualisation des expériences notamment sur la question des collaborations avec des non-chercheurs aboutissant non pas à une action collective, mais révélant le programme comme un support de ressources (financières, relationnelles, pédagogiques etc.) dont les équipes tirent parti pour des activités locales ;

Ainsi, ce travail rend visible l'ensemble des activités qu'un collectif met en œuvre pour *éventuellement* pouvoir agir ensemble. On se trouve en effet en amont d'une « communauté épistémique », voire dans l'incertitude qu'une telle communauté voit le jour, puisque ses membres ne semblent pas partager de croyances normatives communes. Néanmoins, si ces communautés épistémiques peuvent être conçues comme des cibles mouvantes (Meyer et Molyneux-Holgson, 2011), notre travail a participé :

« à explorer les dynamiques et les différents modes d'ordonnement, d'existence et d'assemblage par lesquels ces communautés sont constituées. » (p 150)

Les médiations à l'œuvre impliquent des processus constants d'interprétation des recherches de la part des personnes qui tentent de travailler à faire collectif<sup>131</sup>. Cette interprétation des recherches est dynamique au fil du temps et de l'avancée des recherches : ma propre analyse gagnerait elle-même à être diachronique, c'est pourquoi j'aimerais renouveler les entretiens avec les équipes impliquées dans ce programme d'ici une temporalité à définir.

---

<sup>131</sup> J'ai personnellement mis un certain temps à comprendre tous les projets avec un degré d'appropriation assez divers.

Le programme DIVA fait figure d'espace d'expérimentation pour les personnes qui veulent travailler à faire advenir une communauté. En effet, le dispositif semble relativement flexible en ce qui concerne les parties collectives de l'activité, c'est davantage l'investissement de ses membres qui est limitant. Nous avons vu que les problématiques de collaboration et de rapports à l'action publique s'inscrivaient localement pour les équipes dont seules certaines se sentent en capacité de s'adresser au niveau national ou européen, niveaux sur lesquels les projets, répartis géographiquement, pourraient se positionner collectivement.

Enfin, j'ai parlé jusqu'à maintenant de l'« échec » de la mise en place d'une action commune, il me semble qu'il faille également renverser la perspective pour parler d'une capacité de DIVA à faire tenir ensemble des projets de recherche et des acteurs hétérogènes là où obligations et enjeux financiers sont relativement faibles. Il semble que les séminaires participent à l'intercompréhension des choix des équipes, des relations aux partenaires ou du rapport à la biodiversité, et que les participants, en tous cas pour les chercheurs, y participent avec plaisir. Leur régularité, la constance de certains membres actifs et leurs ancrages territoriaux sont autant de caractéristiques favorables à l'échange sur une pluralité de fronts, tout en ménageant les différences épistémiques et politiques. Ce programme fait exister une écologie des situations (en référence à Star (ed.), 1995) qui saute aux yeux d'un observateur extérieur.